



Périscopes est une revue de presse stratégique qui ne reflète pas nécessairement la position officielle des autorités françaises.

AVANT-PROPOS

Numéro 7 – Décembre 2020

Périscopes n° 7 : Les nouveaux théâtres de la guerre navale hybride.

Il y a 113 ans, le 16 décembre 1907, celle qu'on appellera par la suite la *Great White Fleet* prenait la mer. Cette flotte américaine amorçait un tour du globe de plus d'un an, son objectif : montrer au monde la nouvelle puissance navale des États-Unis. Si le périple de l'*US Navy* débutait par le Pacifique, ce n'était toutefois pas le fruit du hasard : il s'agissait en effet d'adresser un message au Japon, considéré comme une puissance navale majeure après sa victoire écrasante à Tsushima deux ans plus tôt. La *Great White Fleet* devait ainsi montrer que l'*US Navy* pouvait intervenir sur toutes les mers du globe afin de défendre les intérêts américains. Bien plus tard, en 2011, le « pivot asiatique » impulsé sous la présidence de Barack Obama actualisera donc une stratégie vieille de près d'un siècle et confirmera l'intérêt américain pour le Pacifique. Cependant, cette fois-ci, l'initiative américaine ne devrait plus s'opposer aux ambitions japonaises, mais chinoises.

Le premier thème de *Périscopes* nous emmène donc cette fois-ci dans le Pacifique Sud. Pékin cultive en effet de grandes ambitions pour cette région. Les visées chinoises font bien entendu réagir de nombreux pays riverains, au premier plan desquels les États-Unis et leurs alliés.

La seconde partie vous présente de nouvelles tactiques de guerre hybride, ainsi que celles appliquées dans les zones grises maritimes. Longtemps utilisées dans les opérations aériennes et terrestres, ces stratégies sont désormais de plus en plus souvent appliquées au domaine naval par des acteurs étatiques (ou qui agissent pour le compte d'États), particulièrement la Russie, la Chine et l'Iran. En outre, si elles constituent de nouveaux enjeux géopolitiques, elles représentent également de nouveaux défis technologiques et juridiques, aussi bien pour les mettre en œuvre que pour les contrer.

Enfin, le dernier thème abordé est la mer Noire. Longtemps considérée comme le pré carré des forces navales turques et russes, elle est devenue le théâtre d'un regain de tensions particulier, depuis l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 bien sûr, mais aussi face à l'expression des nouvelles ambitions navales de la Turquie, au cours de l'année 2020. Dans ce nouveau numéro, *Périscopes* met ainsi en lumière les nouveaux rapports de force européens, de l'OTAN, mais aussi eurasiatiques et nationaux, à travers le prisme d'analyses géopolitiques issues des moyennes et grandes puissances régionales.

Pour conclure cette septième édition, *Périscopes* vous propose enfin un panel d'articles sur les câbles sous-marins, le concept de défense globale taïwanais, les nouvelles stratégies de traque de sous-marins du corps des *marines* américains et les conséquences économiques de l'explosion au port maritime de Beyrouth d'août 2020.

Périscopes vous souhaite à tous une bonne lecture et de belles fêtes de fin d'année !



Le 7 janvier, la FLF Courbet passe par le détroit d'Ormuz pour rejoindre le Golfe Arabe-Persique. Tout l'équipage est au stade d'alerte 2 afin d'être paré au combat. Vu d'un tanker par le périscopes.

©Simon Ghesquiere/Marine Nationale/Défense



SOMMAIRE

L'océan Pacifique Sud



The Risks of China's Ambitions in the South Pacific – *Lowy Institute*, juillet 2020

The Belt and Road Initiative and the Geopolitics of the South Pacific – *Social Sciences Academic Press (Chine)*, 2019

The Secret Romance of India and the South Pacific Island Countries – *Australian Institute of International Affairs*, août 2020

Time for a Pacific Community – *Australian National University*, avril 2020

Do Latin American Waters Continue to Fall Prey to China's Fishing – *Center for Strategic and International Studies*, octobre 2020

Mystery Moves : What's Up in the Pacific ? – *Global Fishing Watch*, février 2017

Les zones maritimes grises et la guerre hybride



Maritime Gray Zone Tactics: The Argument for Reviewing the 1951 U.S.-Philippines Mutual Defense Treaty – *Center for Strategic and International Studies*, octobre 2019

Implications of Hybrid Warfare for the Order of the Oceans – *Center for international Maritime Security*, août 2020

Confidence in Chaos ? Ten Technologies for « Grey Zone » Conflicts – *Computer Business Review*, septembre 2020

The Strategic Threat from Iranian Hybrid Warfare in the Gulf – *Center for Strategic and International Studies (CSIS)*, juin 2019

A Short History of China's Fishing Militia and What it May Tell Us

Mapping Gray Maritime Networks for Hybrid Warfare – *Center for international Maritime Security*, juillet 2020

Dans le viseur du Périscope



Périscope a lu
Le chiffre

La mer Noire



Russia, NATO and Black Sea Security – *RAND Corporation*, 2020

Understanding Russian Black Sea Power Dynamics Through National Security Gaming – *RAND Corporation*, 2020

Coastal Geopolitic Importance of Black Sea for Turkey – *Strategic Research Institute (Turquie)*, décembre 2019

Opportunités et défis concernant la sécurité dans la région de la mer Noire. Perspectives de coopération économique dans la région de la mer Noire et l'impact sur la sécurité régionale – *Carol I National Defense University (Roumanie)*, juin 2020

Cybersecurity and Hybrid Warfare Challenges in the Black Sea Region – *International Journal of Cyber Diplomacy*, printemps 2020

Three conflict scenarios for the black sea in 2020 01/2020 – *Foreign Policy Research Institute*, janvier 2020

VARIA



Les câbles sous-marins, infrastructures maritimes au cœur des communications mondiales – *Défense et sécurité internationale*, août 2020

Taiwan's Overall Defense Concept, Explained – *The Diplomat*, 3 novembre 2020

Marine Corps Boss Has Big Plans To Get Into The Business Of Hunting And Killing Submarines – *The Drive*, 5 novembre 2020

Crise libanaise. Le MV RHOSUS ou le retour en force de la thalassopolitique ? – *Diploweb*, 10 août 2020



Liens articles



Liens internet



L'OCÉAN PACIFIQUE SUD



The Risks of China's Ambitions in the South Pacific

Jonathan Pryke, *Lowy Institute*, juillet 2020.

Jonathan Pryke est directeur du programme « îles du Pacifique » au sein du think-tank australien Lowy Institute. Dans cet article, il explique comment l'influence grandissante de la Chine sur les États insulaires du Pacifique Sud peut faire peser un risque pour les intérêts géostratégiques occidentaux dans la région.

Les îles de l'océan Pacifique Sud font face à diverses problématiques, menaçant directement, à plus ou moins long terme, leur stabilité et leur survie. La surpopulation et les catastrophes naturelles, aggravées par une forte natalité et le dérèglement climatique, poussent les États de la région à rechercher un soutien économique extérieur. C'est ainsi que, depuis les années 2000, la Chine investit de façon croissante en faveur de l'aide au développement, notamment via des projets d'infrastructure. Cette implication grandissante est cependant perçue comme une menace par les partenaires traditionnels de ces pays : l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

En effet, ces États redoutent que la Chine n'utilise son influence économique et diplomatique dans la région pour y installer des bases militaires. Un tel projet serait sans doute difficile à concrétiser en raison des contraintes logistiques qu'il impliquerait, mais il n'en est pas moins envisageable. Un autre risque, plus probable aux yeux de Wellington et Canberra, est que la Chine fasse usage de ses atouts économiques dans la région, notamment de la dette contractée par les différents États du Pacifique Sud, afin de déstabiliser les économies locales.

En outre, la pandémie de COVID-19 affaiblit fortement les économies déjà vulnérables de ces nations insulaires et donne à la Chine l'occasion d'y renforcer son influence. Néanmoins, comme ces États sont encore fortement dépendants de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande pour leur commerce et leur économie, ils sont au centre de l'échiquier géostratégique des grands États de la région.



The Belt and Road Initiative and the Geopolitics of the South Pacific

David Morris, *David Morris Projects*, janvier 2020.

David Morris est chercheur à l'Université d'études étrangères de Pékin et termine actuellement un doctorat sur les risques et les opportunités de la Belt and Road Initiative au sein de l'Université Corvinus de Budapest. Dans cet article publié par sa société de conseil, David Morris Projects, il aborde les inquiétudes des Occidentaux, et notamment de l'Australie, vis-à-vis de la Belt and Road Initiative dans le Pacifique Sud. Il précise par ailleurs pourquoi ces inquiétudes sont infondées et comment une coopération entre Pékin et Canberra dans la région peut s'avérer bénéfique.

Depuis plusieurs années, le projet chinois de « nouvelle route de la soie », ou Belt and Road Initiative (BRI), provoque la montée d'un discours anxiogène dans les pays occidentaux. Certains responsables politiques de ces pays considèrent en effet la BRI comme une stratégie chinoise de déstabilisation et de domination économique des pays partenaires du projet. Les investissements de Pékin feraient tomber ces derniers dans un « piège de la dette », facilitant le développement des ambitions hégémoniques chinoises sur leur territoire.

...



Retour sommaire



L'Australie, en tant que partenaire traditionnel des États insulaires du Pacifique Sud, redoute particulièrement l'augmentation de l'influence chinoise dans cette région, via la BRI. Afin d'assurer la sécurité du territoire australien, Canberra désire, en effet, maintenir sa position de principale puissance militaire dans la zone et veut s'assurer que les infrastructures qui s'y trouvent ne soient pas sous le contrôle d'une puissance étrangère. De ce fait, les initiatives chinoises dans le Pacifique Sud font de plus en plus face à l'hostilité et aux contre-mesures de l'Australie.

Toutefois, selon l'auteur, Pékin ne désirerait utiliser la BRI que pour alimenter son gigantesque marché intérieur et son économie. L'hégémonie politique et militaire sur certaines régions du monde n'est pas son objectif. Une rivalité sino-australienne dans le Pacifique Sud n'a donc rien d'une fatalité. Il serait même dans l'intérêt des deux pays d'agir de concert. La BRI offrirait par exemple des opportunités de développement aux pays pauvres et vulnérables de la région, stabilisant ainsi le voisinage de l'Australie, sans menacer le leadership politique et sécuritaire de Canberra.



The Secret Romance of India and the South Pacific Island Countries

Kanchi Mathur, *Australian Institute of International Affairs*, août 2020.

Kanchi Mathur travaille au département de géopolitique et de relations internationales de la Manipal Academy of Higher Education à Manipal, dans l'État indien de Karnataka. Dans cet article publié par le think-tank Australian Institute of International Affairs, il analyse en quoi il est stratégique pour l'Inde de renforcer ses relations avec les États insulaires du Pacifique sud.

Peu connues, les relations entre l'Inde et les nations du Pacifique Sud existent pourtant bien, depuis de nombreuses années. Dès 1981, la Première ministre indienne Indira Gandhi a effectué une visite diplomatique aux Fidji. Depuis 2002, New Delhi participe également au forum des îles du Pacifique. Enfin, depuis plusieurs années, l'Inde coopère avec ces États insulaires dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, mais aussi dans celui du développement d'une « économie bleue ».

L'Inde craint de voir la Chine s'installer durablement dans la région, et c'est pour contrer l'influence chinoise qu'elle cherche aujourd'hui à renforcer ses relations avec les pays du Pacifique Sud. L'installation éventuelle de bases militaires chinoises dans certaines îles du Pacifique Sud, notamment dans l'archipel des Vanuatu, est ainsi un sujet d'inquiétude pour New Delhi, tant d'un point de vue militaire qu'économique. La Chine bénéficierait d'une présence permanente dans la région et un accès direct aux ressources marines de ces petits États. De fait, cette présence affaiblirait les positions indiennes en Indopacifique.

Les relations cordiales qu'entretient l'Inde avec ces États insulaires ne sont toutefois, pas encore, pleinement une priorité de la stratégie maritime de New Delhi. Essentiellement commerciales ou liées au développement économique des États insulaires, ces relations n'ont guère jusqu'à présent de dimension politique. Ceci peut sans doute s'expliquer par la grande distance qui sépare ces deux régions du monde. Il est cependant indispensable que l'Inde fasse de cette zone une de ses priorités stratégiques si elle ne veut pas faire face à une croissance irréversible de l'influence chinoise, au détriment de ses propres intérêts.





Time for a Pacific Community

Biman Chand Prasad, *Devpolicy Blog*, avril 2020.

Biman Chand Prasad est un ancien professeur d'économie et doyen de la faculté de commerce et d'économie de l'Université du Pacifique Sud aux Fidji. Il est également membre du Parlement et chef du parti de la Fédération nationale des Fidji. Dans cet article de Devpolicy Blog, plateforme dédiée à l'analyse, la recherche et au commentaire politique en matière d'aide et de développement, il expose ses arguments en faveur d'une forte intégration politique et économique du Pacifique Sud.

La pandémie de COVID-19 s'avère dévastatrice pour les économies des îles du Pacifique Sud. Cette crise sanitaire, qui aggrave les faiblesses structurelles et conjoncturelles déjà présentes, constitue cependant une véritable opportunité afin de repenser la coopération et l'intégration régionales. Ces dernières pourraient en effet être des moyens efficaces pour améliorer les conditions économiques des États de la région, servir leurs intérêts stratégiques de renforcer leurs alliances.

Dans le monde post-COVID-19, le danger le plus tangible pour les pays insulaires du Pacifique Sud restera néanmoins leur vulnérabilité face aux prédatations des multinationales et des nations plus puissantes. Le renforcement des liens entre les pays de la région, notamment avec l'Australie et Nouvelle-Zélande, peut toutefois en contrebalancer ces risques. Néanmoins, certains États insulaires se méfient de ces deux pays, pointant du doigt les entorses commises par Canberra et Wellington vis-à-vis de leur souveraineté ainsi que leur manque d'action contre le dérèglement climatique.

En outre, l'approche régionale des nations insulaires ne doit pas négliger leurs relations avec d'autres acteurs de l'Indopacifique tels que Singapour, Taïwan et la Corée du Sud. Ces pays constituent en effet d'excellents partenaires pour de nombreux pays océaniques. Une communauté des États du Pacifique Sud permettrait ainsi non seulement le renforcement de leurs économies, mais aussi une intégration politique permettant une meilleure défense commune face aux tentations hégémoniques étrangères.



Do Latin American Waters Continue to Fall Prey to China's Fishing

Evan Ellis, *Center for Strategic and International Studies*, octobre 2020.

Evan Ellis est Senior Associate au Center for Strategic and International Studies (CSIS), une institution américaine privée, non partisane, de recherche sur la politique internationale basée à Washington D.C. Spécialiste de l'Amérique latine, il enseigne également à l'U.S. Army War College Strategic Studies Institute.

La Chine a fait de la mer un lieu privilégié de sa puissance économique et politique. Ses velléités d'annexion de la mer de Chine méridionale, ses investissements dans les infrastructures portuaires partout dans le monde et la construction récente d'une immense base navale à Djibouti en témoignent. Il est moins connu, en revanche, que les navires de pêche de haute mer chinois sont présents par centaines au large de l'Asie, de l'Afrique et dans le Pacifique. La nécessité d'aller pêcher toujours plus loin est justifiée par l'épuisement de leurs zones de pêches traditionnelles.

...





La présence massive de bateaux de pêche chinois est ainsi particulièrement forte dans le Pacifique, au large des côtes de l'Amérique latine, ou dans des zones maritimes qui appartiennent à ces pays, comme l'archipel équatorien des Galápagos. Cette présence de plusieurs centaines de bateaux de pêche de haute mer dans cette zone s'apparente désormais à une véritable invasion, sans respect aucun du droit de la mer.

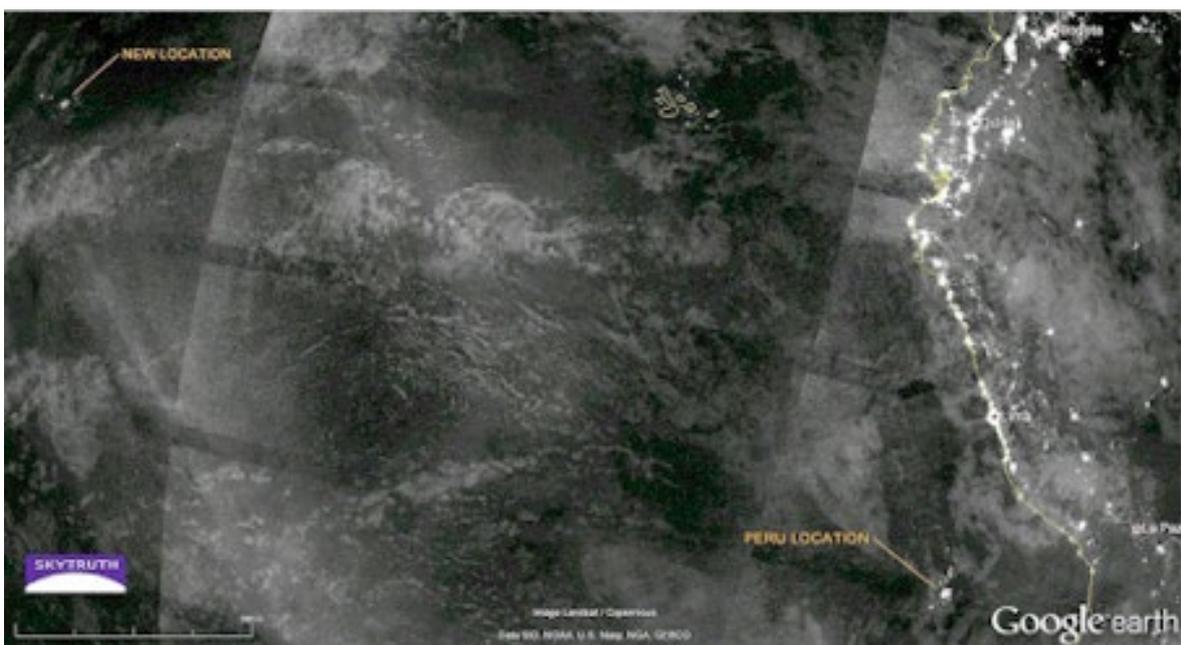
Cette situation est délibérée puisque les navires chinois prennent des dispositions pour ne pas être inquiétés : arrêt des émissions radio au moment où ils entrent dans une ZEE étrangère, ravitaillement en carburant en haute mer pour éviter les escales, fuite devant les contrôles. Les conséquences pour le milieu marin comme pour les populations locales sont considérables : raréfaction rapide de certaines espèces halieutiques, perturbation de tout le système naturel maritime, entre autres.

Pour les pays latino-américains la lutte contre cette pêche illicite est très difficile, en raison de l'immensité de leur zone maritime et de moyens navals limités. Par ailleurs, la Chine utilise sa puissance économique (aide et prêts à ces pays, financement d'infrastructures industrielles et portuaires) pour atténuer la volonté politique et économique de lutter contre ce pillage. En définitive, seule une coopération régionale beaucoup plus développée et l'aide des États-Unis, notamment au niveau des moyens de contrôle aérien, pourraient efficacement lutter contre cette situation.

Mystery Moves: What's Up in the Pacific?

Kimbra Cutlip, *Global Fishing Watch*, février 2017.

«Lorsqu'ils pêchent le calmar, les pêcheurs utilisent des lumières puissantes pour attirer les animaux à la surface, afin de les attraper facilement. Cette imagerie nocturne VIIRS du satellite Suomi-NPP, prise le 29 janvier 2017, montre les lumières des bateaux chinois de pêche au calmar, au large du Pérou et au milieu du Pacifique.»





LES ZONES MARITIMES GRISES ET LA GUERRE HYBRIDE



Maritime Gray Zone Tactics: The Argument for Reviewing the 1951 U.S.-Philippines Mutual Defense Treaty

Adrien Chorn et Monica Michiko Sato, *Center for Strategic and International Studies*, octobre 2019.

Adrien Chorn et Monica Michiko Sato sont deux anciens chercheurs au sein du Center for Strategic and International Studies, un think tank américain fondé en 1962 par l'amiral Arleigh Burke et l'historien David Manker Abshire. Ce centre de recherche est spécialisé dans la rédaction d'études notamment politiques, stratégiques, économiques et sécuritaires.

Employées dans le domaine de la guerre asymétrique, les « tactiques de la zone grise » (*Gray Zone Tactics*) sont définies comme une série d'efforts, qui, au-delà de la dissuasion et de la préservation de la souveraineté nationale, tente d'atteindre un objectif sans recours direct et massif à la force. La guerre conventionnelle, la guerre irrégulière et la cyberguerre, ainsi que les méthodes d'influence telles que la désinformation, mais aussi un usage particulier de la diplomatie et du droit, constituent tous le bras armé de ces nouvelles tactiques, qui permettent de contraindre discrètement un adversaire tout en évitant un conflit de haute intensité.

Si l'intervention russe par voie terrestre en Ukraine et en Syrie illustre la portée de ces tactiques sur terre, les manœuvres chinoises en mer de Chine méridionale mettent en lumière leurs applications dans le domaine maritime. En effet, Pékin utilise depuis plusieurs années de multiples stratagèmes pour opérer dans les zones grises maritimes, notamment par l'intermédiaire de la tactique « d'essaimage d'îles » et d'intimidation des bateaux de pêche étrangers à l'aide de certains de ses navires que l'on peut qualifier, à défaut de terme plus précis, de paramilitaires.

À l'instar du Traité de défense mutuelle¹ (MDT) signé entre les États-Unis et les Philippines, les traités de défense restent toutefois souvent imprécis concernant les zones grises et contournent la définition de la guerre afin d'éviter de provoquer des réponses cinétiques. Dans le cadre du MDT, l'engagement des États-Unis a notamment laissé le président philippin Rodrigo Duterte dans l'incertitude vis-à-vis des incursions chinoises en mer de Chine méridionale. Les tactiques sont ainsi suffisamment vagues pour que la capacité de réponse d'un État, même les États-Unis, s'en retrouve grandement affaiblie.

Dans ce cadre, il semble impératif pour les Philippines de faire évoluer ce traité avec les États-Unis afin qu'il tienne mieux compte de la nouvelle réalité géopolitique posée par ces tactiques. Une telle mesure permettrait d'améliorer les relations entre les deux pays et contribuerait à une stratégie plus efficace de lutte contre les velléités chinoises dans la région.

¹ Le 11 février, le gouvernement philippin a informé l'ambassade américaine à Manille de son intention de se retirer du traité de défense. Cette décision a déclenché une période de réflexion de 180 jours avant la résiliation. Le 1^{er} juin le gouvernement philippin a envoyé une lettre à l'ambassade des États-Unis à Manille pour geler le compte à rebours jusqu'au 1^{er} décembre 2020 au moins.





Implications of Hybrid Warfare for the Order of the Oceans

Alexander Lott, *Center for international Maritime Security*, août 2020.

Le Docteur Alexander Lott est chercheur au centre norvégien du droit de la mer de l'université Arctique de Tromsø. Il signe cet article pour le compte du Center for International Maritime Security, une organisation à but non lucratif américaine qui agit comme un forum de discussions concernant la sécurité maritime internationale.

La littérature juridique contemporaine éprouve beaucoup de difficulté à caractériser les défis que pose la guerre hybride dans le domaine de la sécurité maritime. L'une des principales lacunes de la recherche réside dans le manque de compréhension du fonctionnement du droit de la mer et de son application au domaine de la guerre hybride. Ainsi se pose la question des moyens du droit de la mer pour contribuer à garantir l'État de droit, particulièrement sur les principales routes maritimes impactées par ces conflits.

Si ce mode d'action n'a rien de nouveau, le progrès rapide des nouvelles technologies permettant des actions plus sophistiquées tend à nous faire croire le contraire. Par ailleurs, les technologies modernes ont rendu plus complexes la qualification juridique des actions « hybrides ». Dans ce contexte, les États auraient pu être tentés de créer un cadre juridique spécifique, mais cela aurait créé des ambiguïtés juridiques supplémentaires susceptibles d'être plutôt favorable aux objectifs des pays qui utilisent ces méthodes.

Pour y répondre, les États devraient donc toujours être en mesure de classer chaque incident de la guerre hybride sous une qualification du régime des conflits armés ou des opérations de maintien de l'ordre en temps de paix. Parallèlement, les pays devraient revoir leur réglementation nationale lorsque cela est nécessaire, afin d'adapter - et peut-être d'assouplir - les dispositions relatives à la déclaration de l'état d'urgence, de guerre ou du maintien de l'ordre dans le domaine maritime, afin de répondre aux défis nouveaux et changeants de la guerre hybride.



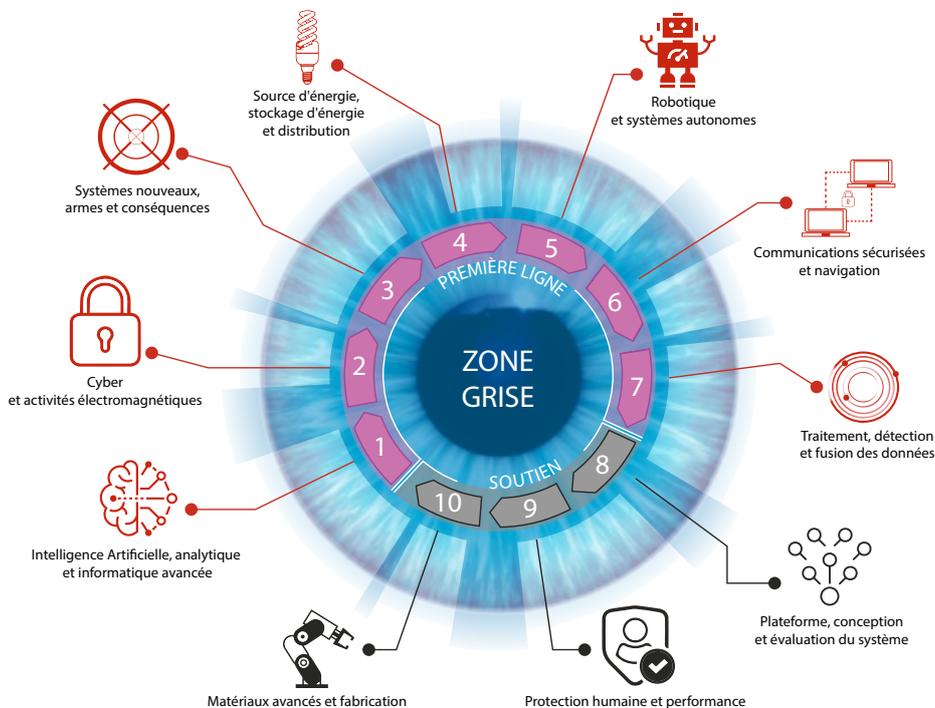


Confidence in Chaos ? Ten Technologies for « Grey Zone » Conflicts

Matthew Gooding, *Computer Business Review*, septembre 2020.

Matthew Gooding est un journaliste d'affaires spécialisé dans les nouvelles technologies. Il signe cet article en dans la revue *Computer Business Review*, un magazine dédié aux technologies de l'information et l'analyse des communications.

Tandis que la guerre se concentre de façon croissante dans le cyberspace, dix technologies émergentes ont été identifiées afin d'aider les puissances occidentales à contrer efficacement les tactiques de la zone grise.



- 1 - Intelligence artificielle (IA), analytique et informatique avancée :** l'IA peut déduire l'emplacement des adversaires et modéliser les comportements prévus.
- 2 - Cyber et activités électromagnétiques :** la guerre dans le cyberspace est un front militaire vital dans le domaine des tactiques de la zone grise.
- 3 - Systèmes nouveaux, armes et effets :** les armes à énergie dirigée (laser), permettent de neutraliser un ennemi à un coût de 1 \$ par tir.
- 4 -Source d'énergie, stockage d'énergie et distribution :** certains scénarios, certaines armes, notamment navales, nécessitent des systèmes de stockage et de distribution d'énergie hautement spécialisés.
- 5 - Robotique et systèmes autonomes :** dans la zone grise, le système autonome exploite la puissance de plusieurs systèmes afin de fournir une analyse plus granulaire de la situation.
- 6 - Communications sécurisées et navigation :** la sécurisation des communications est fondamentale afin de construire un renseignement sur lequel fonder une prise de décision.





7 - Traitement, détection et fusion des données : les nouvelles technologies permettent de recueillir un plus grand nombre de données du monde physique.

8 - Plateforme, conception et évolution du système : abandonner les systèmes à longue durée de vie, souvent complexes à adapter, en faveur d'une approche modulaire permet d'accroître les capacités de bases tout en préservant les fonctions essentielles.

9 - Protection humaine et performance : toutes technologies et procédures doivent être développées en tenant compte de l'être humain et testées dans le cadre d'exercices réels afin d'exposer les risques inhérents.

10 - Matériaux avancés et fabrication : la nature changeante et rapide de la zone grise nécessite la conception et la fabrication rapide de nouvelles capacités afin de s'assurer un avantage sur ses adversaires.



The Strategic Threat from Iranian Hybrid Warfare in the Gulf

Anthony H. Cordesman, *Center for Strategic and International Studies (CSIS)*, juin 2019.

Anthony H. Cordesman est titulaire de la chaire Arleigh A. Burke en stratégie au sein du CSIS. Il a notamment été directeur du Gulf Net Assessment project, du Gulf in Transition Study ainsi que du Homeland Defense Project. Ses recherches se concentrent essentiellement sur la défense nationale antimissile, la guerre asymétrique et les armes de destruction massive.

L'attaque des pétroliers *Frontline* et *Kokuka Courageous*¹ dans le golfe d'Oman en 2019, la crainte de nouvelles menaces et l'interruption de la poursuite des exportations de pétrole dans la région ont soudainement entraîné une augmentation du prix mondial du brut. Dans le contexte régional de la guerre civile au Yémen et de la montée des tensions entre l'Iran, les États-Unis et les États arabes du Golfe, ce type d'attaque peut non seulement conduire à une guerre hybride entre ces pays, mais également avoir un impact important sur le commerce mondial d'énergie.

Si l'Iran a la capacité d'attaquer presque tous types de navires dans le Golfe, il ne prend toutefois pas le risque de déclencher une guerre majeure, dans laquelle il serait inévitablement perdant. Comme il ne dispose pas des moyens nécessaires pour affronter directement les États-Unis et les pays arabes du Golfe, Téhéran a opté pour une guerre d'usure à partir d'attaques sporadiques, ne provoquant pas nécessairement de réactions cinétiques, mais impactant toutefois le trafic maritime et par conséquent le prix du pétrole.

Les pétroliers, intrinsèquement vulnérables aux missiles antinavires, aux mines « intelligentes », aux attaques de sous-marins et de petites embarcations radiocommandées chargées d'explosif, sont la cible idéale de ces attaques « hybrides ». Le plus souvent perpétrées par des embarcations de petite taille ou des boutres individuels qui ne font pas officiellement partie de l'armée iranienne, ils peuvent toutefois être exploités par des mandataires tels que les Houthis au Yémen, ou des groupes utilisant frauduleusement des pavillons étrangers², les autorités iraniennes les soutenant en sous-main.

Néanmoins, des groupes extrémistes tels que Daech pourraient également mener de telles attaques afin de provoquer un conflit majeur entre les pays concernés. En l'absence de preuves et d'enquêtes fiables, il n'a pas été possible d'affirmer jusqu'à présent avec certitude que l'Iran est la cause de ces exactions.

¹ Selon le gouvernement américain, l'Iran serait responsable de ces attaques. Toutefois, aucune enquête n'a pour le moment abouti.

² Plus communément connu sous l'appellation anglo-saxonne « *false flag* ».





A Short History of China's Fishing Militia and What it May Tell Us

Derek Grossman et Logan Ma, *RAND Corporation*, avril 2020.

Derek Grossman est analyste de la défense au sein de la RAND Corporation, spécialiste des politiques en matière de sécurité nationale et des problématiques de sécurité dans l'Indopacifique. Logan Ma est un chercheur spécialisé dans les politiques sécuritaires chinoises en Asie de l'Est et dans les relations sino-américaines.

La milice de pêche armée chinoise, officiellement baptisée « milice maritime armée du peuple chinois » (*People's Armed Forces Maritime Militia* - PAFMM) par le département de la Défense américain, joue un rôle déterminant dans la stratégie chinoise pour faire valoir ses revendications de souveraineté en mer de Chine méridionale. Créée en 1980, elle est sous le commandement direct de l'Armée populaire de libération (APL) et renforce les opérations des garde-côtes et de la marine elle-même.

La modernisation navale lancée par les autorités chinoises dans les années 1980 aurait pu faire disparaître cette composante, en favorisant le développement de systèmes plus avancés relevant directement de la marine. Toutefois, si la PAFMM ne dispose pas de navires technologiquement très modernes, elle a été renforcée numériquement de façon significative, passant en 40 ans d'une force de petite taille naviguant dans les eaux proches, à un élément robuste et essentiel de la stratégie maritime de Pékin.

Si le développement actuel de l'arsenal naval venait à ralentir, pour des raisons économiques notamment, les autorités chinoises pourraient alors compter davantage sur la PAFMM, en tant qu'alternative moins coûteuse et moins avancée technologiquement, notamment dans des conflits régionaux de souveraineté. En d'autres termes, loin d'être une force d'appoint vieillissante, la milice de pêche armée chinoise est une composante qu'il est indispensable de prendre en compte dans les conflits à venir.





Mapping Gray Maritime Networks for Hybrid Warfare

Chris Callaghan, Rob Schroeder, Dr. Wayne Porter, *Center for international Maritime Security*, juillet 2020.

Chris Callaghan est chercheur associé au sein de la Naval Postgraduate School (NPS) à Monterey, en Californie. Rob Schroeder est doctorant au sein de la NPS et étudie le rôle de l'information en source ouverte sur la cartographie des dynamiques du conflit. Le Dr. Wayne Porter est capitaine de vaisseau à la retraite de l'US Navy et professeur au sein de la NPS. Leur article se penche sur les capacités du renseignement face au phénomène d'hybridité appliqué au monde maritime.

La croissance des activités maritimes hybrides incite les autorités à innover en matière de surveillance des activités de bâtiments civils et commerciaux dans certains contextes spécifiques comme des zones sensibles (détroits, passages stratégiques...) ou à proximité d'exercices militaires. Le renseignement est ainsi contraint d'adopter de nouvelles stratégies, puisque dans le cas de l'hybridité, les analyses traditionnelles ne permettent pas de faire émerger clairement les menaces et de sortir du brouillard de la « zone grise ».

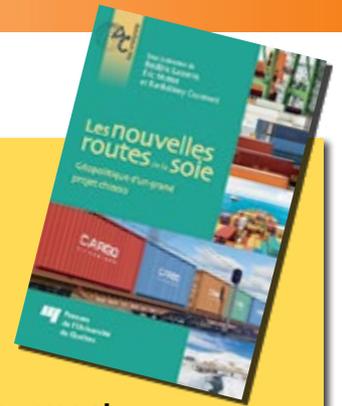
Une étude de l'évolution géo-spatiale et temporelle des bâtiments civils permet ainsi de faire émerger des comportements suspects dans une zone d'intérêt. Il est notamment utile de croiser les données de navires suspects liées à une faible vitesse ou une stagnation sur zone, aux données de concentration et de circulation de navires dans certaines régions. Cette technique permet de faire émerger des tendances générales et des similitudes dans les trajectoires, les zones de mouillage et les lieux d'escales des navires sujets à caution.

Dans un second temps, l'analyse en réseaux des informations des navires identifiés est réalisée grâce au renseignement en sources ouvertes, qui permet de recouper avec leurs compagnies d'origine. Enfin, il est possible d'établir des liens entre ces compagnies, notamment par l'intermédiaire des flux financiers réciproques, des responsables communs d'entreprises ou même par le partage d'adresses physiques, afin d'expliquer une corrélation dans les activités de leurs navires.





Périscopes a lu



LES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE Géopolitique d'un grand projet chinois

Sous la direction de Frédéric Lasserre, Éric Mottet et Barthélémy Courmont
Presses de l'Université de Québec, 2019

Les nouvelles routes de la soie (*Belt and Road Initiative* en anglais) apparaissent à bien des égards comme un objet international non identifié. Il est en effet difficile de le définir précisément tant il est multiforme. Projet économique, commercial, militaire, politique, géopolitique, il soulève d'immenses espoirs pour les uns, de l'appréhension pour d'autres et à coup sûr beaucoup de fantasmes. Les autorités chinoises elles-mêmes se montrent suffisamment flexibles pour ne pas définir clairement son objectif, même si l'on perçoit qu'il s'agit, à l'évidence, d'un instrument destiné à renforcer la puissance économique, politique et militaire de Pékin.

« Pour être riche, il faut commencer par construire une route » dit un adage chinois que rappelle un des auteurs du livre. Sans doute explique-t-il cette volonté de la Chine d'établir des routes continentales, maritimes et numériques, qui seront au service de sa puissance économique et géopolitique. Car si l'initiative du président Xi Jinping de 2013 fait suite au projet du « collier de perles » des années 2000-2010, qui ambitionnait notamment d'établir des points d'appui maritimes le long des voies d'importation indispensables pour l'économie chinoise, il est surtout une réponse au projet de « pivot » lancé par le président Obama en 2011, qui prévoyait un redéploiement des moyens américains en Asie-Pacifique, que la Chine perçoit comme une tentative d'endiguement.

De fait, le projet de *Belt and Road Initiative* répond d'abord à des impératifs de sécurité énergétique, avec une volonté croissante de contrôler les routes d'approvisionnement de la Chine (continentales comme maritimes) et d'établir tout un réseau d'infrastructures à l'échelle mondiale. Les investissements nécessaires doivent ainsi permettre d'assurer la sécurité et indirectement la puissance du pays.

Mais la Chine a-t-elle les moyens de ses ambitions ? Les moyens financiers nécessaires sont considérables et leur pérennité soumise aux fluctuations de l'économie et au bon vouloir de nombreux États. Un nombre croissant d'entre eux, notamment asiatiques, sont aussi réticents à accepter un endettement jugé excessif avec son corollaire de pressions politiques. Le projet avance par ailleurs globalement plus lentement que ne l'avait prévu le gouvernement chinois.

Comprendre ce projet aux ambitions considérables n'est ainsi pas aisé. L'objectif de ce livre, écrit à plusieurs mains (principalement des universitaires canadiens) est donc d'analyser avec autant d'objectivité que possible différents aspects, étant entendu qu'ils sont interdépendants. Ainsi sont présentés – entre autres –, les aspects maritimes, continentaux, mais aussi polaires (car il existe une route de la soie polaire), au prisme d'une vision asiatique comme européenne. Cet ouvrage aborde également des sujets plus transversaux, telles que les contraintes financières et les finalités hégémoniques des politiques de Pékin.

Enfin, cet ouvrage aide surtout à comprendre les ambitions et la complexité de ce projet qui, d'ici son terme officiel en 2049 (ce sera d'ailleurs le centenaire de la création de la République populaire de Chine), pourrait bouleverser, voire restructurer dans une certaine mesure, les relations internationales des prochaines décennies.

Le Chiffre

12 000 tonnes

*c'est le déplacement du plus gros navire garde-côtes chinois.
À titre de comparaison, les plus gros navires de garde-côtes américains
sont ceux de classe Legend, qui déplacent 4 500 tonnes.
Les FREMM appartenant à la Marine nationale déplacent,
quant à elles, 6 500 tonnes*





LA MER NOIRE

**Russia, NATO, and Black Sea Security**

Stephen J. Flanagan, Anika Binnendijk, Irina A. Chindea, Katherine Costello, Geoffrey Kirkwood, Dara Massicot, Clint Reach, RAND Corporation, 2020.

Ce dossier fait partie d'un projet éponyme plus large qui a été mené par des chercheurs de la RAND Corporation, un think-tank américain travaillant étroitement avec les institutions et agences de sécurité américaines. Cette étude a été financée par le Commandement des forces des États-Unis en Europe. (L'USEUCOM couvre l'Europe, la Turquie, le Groenland et l'ancienne Union soviétique à l'exception des cinq républiques d'Asie Centrale).

Dans la stratégie russe, les pays à proximité des frontières nationales ont un rôle fondamental dans la sécurité du pays. C'est pourquoi toute la région de la mer Noire y est considérée comme cruciale. Cette zone occupe également une place prépondérante dans la sphère d'influence de Moscou, dans l'avenir de l'Europe, mais aussi dans les capacités de projection de puissance de la Russie en Méditerranée orientale et au Moyen-Orient. Le Kremlin cherche par conséquent à étendre son influence sur les pays de la région et à limiter leur intégration aux structures euro-atlantiques.

Pour ce faire, Moscou a recours à des moyens dits «hybrides» (média, cyber, diplomatie, leviers économiques et énergétiques, actions clandestines), mais aussi conventionnels (opérations militaires). Le récent renforcement des capacités russes dans la région – et notamment la modernisation de la flotte de la mer Noire – doit ainsi prémunir le flanc vital du sud-ouest de potentielles attaques, mais aussi dissuader et intimider les pays voisins.

Il faut souligner que pour la Russie, comme c'était le cas pour l'Union soviétique, perdre un pays perçu comme allié au profit de l'Occident est un *casus belli*. Dans les territoires adjacents à la Russie et non-membres de l'OTAN, le seuil fixé pour le recours à la force est ainsi vraisemblablement bas. Toutefois, la résistance ukrainienne à l'incursion russe et certaines réponses occidentales, comme les sanctions économiques qui frappent durement le pays, ont certainement contribué à relever ce seuil.

En outre, les trois membres régionaux de l'OTAN ont des vues divergentes face à la croissance de la menace russe. Si la Roumanie est méfiante et lutte activement contre les influences et menaces hybrides russes, la Bulgarie cultive une forme d'équilibre dans les relations entre Occident et Russie, fruit d'une volonté de rapprochement avec l'Ouest et d'une influence russe malgré tout présente. Cet équilibre est aussi présent en Turquie, mais cette fois voulu. Ainsi, Ankara est opposé à un renforcement de la présence occidentale dans la région malgré son statut de membre majeur de l'alliance atlantique. Pour les Turcs, un tel changement pourrait en effet raidir la position russe. Ils y préféreraient une gestion commune, turco-russe, de la mer Noire.





Understanding Russian Black Sea Power Dynamics Through National Security Gaming

Anika Binnendijk, *Rand Corporation*, 2020.

Politologue au sein de la RAND Corporation, Anika Binnendijk travaille sur plusieurs thèmes tels que le « decisionmaking » en matière de sécurité nationale, la défense européenne ou encore les défis posés par les zones grises. Dans ce compte rendu détaillé d'une simulation menée par la RAND Corporation sur la sécurité en mer Noire, elle entreprend de résumer les capacités et faiblesses des pays riverains de cette mer.

La simulation de la *RAND Corporation* sur la sécurité en mer Noire a contribué à mettre en évidence une certaine fragilité de la coopération régionale entre alliés et partenaires des États-Unis. La Russie est en effet capable de faire pression sur chacun des cinq autres États riverains de la mer Noire, afin de saper l'unité de ces nations face à d'éventuelles actions de Moscou. Cette capacité à semer la discorde est par ailleurs renforcée par une puissance militaire renouvelée grâce à la modernisation de la flotte russe de la mer Noire et l'annexion de la Crimée.

Concernant la Turquie, ses intérêts sécuritaires en Syrie la poussent à maintenir une forme de coopération avec la Russie, prédominante dans la région. La Roumanie modernise quant à elle ses forces navales, afin d'être capable d'apporter une plus grande contribution maritime à l'OTAN en cas de besoin.

Enfin, les capacités militaires de l'Ukraine et de la Géorgie ont été érodées par leurs conflits respectifs avec Moscou. Les deux pays maintiennent donc une forte coopération avec les États-Unis, afin de lutter contre les menaces hybrides russes à leurs frontières. Face à ces constats, et alors que la Russie étend dangereusement son influence dans le Caucase, le compte-rendu de la *RAND* conclut que le renforcement de la coopération entre alliés de l'Occident dans la région est indispensable, afin de contenir et réduire la présence militaire russe en mer Noire.





Coastal Geopolitic Importance of Black Sea for Turkey

Dr. Konur Alp Demir, *Strategic Research Institute (Turquie)*, décembre 2019.

Cet article, rédigé en 2019, a été publié dans la Güvenlik Stratejileri Dergisi (la revue des stratégies de sécurité) par le docteur turc Konur Alp Demir. La revue est publiée depuis 2016 par l'Université de Défense nationale, qui dépend directement du ministère de la Défense turc.

Au carrefour de l'Europe et de l'Asie, mais aussi de l'OTAN et de la Russie, la mer Noire est un véritable espace stratégique. C'est particulièrement vrai pour la Turquie, qui dispose du plus important littoral (1 685 km) sur cette mer. Riche en ressources naturelles, elle présente par ailleurs des enjeux économiques, politiques et sécuritaires importants à Ankara, qui, dans un contexte de montée des tensions avec les pays occidentaux, doit préserver ses intérêts dans la région. Par ailleurs, l'Anatolie est la gardienne des deux détroits, du Bosphore et des Dardanelles, qui ouvrent tous deux la voie vers la Méditerranée. Ils permettent de plus, depuis la Convention de Montreux de 1936, la perception d'importants droits en matière de transport et de commerce.

Selon l'auteur, ces atouts juridiques et géostratégiques doivent ainsi permettre à la Turquie d'affirmer ses intérêts et ainsi d'occuper la place de leader régional. Plus précisément, Ankara doit définir ses politiques, de façon à acquérir une position dominante vis-à-vis des pays côtiers européens et caucasiens, tout en maintenant une relation stable, mais sans concession, avec la Russie.

Toutefois, des obstacles demeurent, menaçant directement les intérêts turcs dans la région. On pense notamment à l'expansion de l'Union européenne (UE) aux portes de la Turquie et de la mer Noire, mais aussi à l'appui que porte l'UE à la Roumanie et à la Bulgarie, afin de défendre ses intérêts. Toutefois, la Turquie possède les croissances démographique et économique les plus fortes d'Europe. Elle investit également de façon croissante en faveur de sa base industrielle de défense, dans le but de renforcer sa souveraineté nationale et d'empêcher les ingérences étrangères





Opportunités et défis concernant la sécurité dans la région de la mer noire. Perspectives de coopération économique dans la région de la mer noire et l'impact sur la sécurité régionale

Mihai Panait, Carol I National Defense University (Roumanie), juin 2020.

Le contre-amiral Mihai Panait est commandant des forces navales roumaines. Il signe cet article dans le bulletin de l'université de la Défense nationale Carol I, situé à Bucarest.

Malgré la présence d'organisations internationales telles que l'Union européenne et l'OTAN, les pays qui bordent la mer Noire collaborent relativement peu entre eux, favorisant ainsi l'influence russe sur cette mer. En outre, la COVID-19 a eu d'importantes conséquences sur la sécurité régionale, ainsi que sur le développement et la coopération économique. Très hétérogènes, les États de la région sont ainsi confrontés à une pandémie qui risque d'accélérer leur transformation militaire et commerciale.

En effet, l'économie, les voies de communication, les flux migratoires et les enjeux environnementaux soulèvent tous de nouveaux défis auxquels la Roumanie fait face sur sa façade littorale, tout en favorisant la coopération et l'émergence d'une sécurité collective stable. Afin de répondre à la triple menace que représentent la pandémie, la crise économique et la sécurité nationale, la Roumanie doit identifier ses forces et encourager un dialogue régional à tous les niveaux.

Par ailleurs, la mer Noire revêt un intérêt stratégique pour la communauté Euro-Atlantique. La transition de la globalisation à la régionalisation nécessite de mettre en œuvre de nouvelles stratégies, dans lesquelles il est indispensable de restaurer la confiance entre les pays et les populations. Les évolutions récentes et rapides des rapports de force dans la région doivent constituer un point de départ pour la Roumanie, afin de trouver des solutions communes en faveur d'un modèle de coopération économique et sécuritaire. Les croissances démographique et économique les plus fortes d'Europe. Elle investit également de façon croissante en faveur de sa base industrielle de défense, dans le but de renforcer sa souveraineté nationale et d'empêcher les ingérences étrangères





Cybersecurity and Hybrid Warfare Challenges in the Black Sea Region

Silviu NATE, Leonela LECA, *International Journal of Cyber Diplomacy*, printemps 2020.

Silviu Nate est directeur du Centre d'études mondiales de l'Université Lucian Blaga de Sibiu, en Roumanie. Il est également membre du Conseil euro-atlantique de Roumanie. Leonela Leca est une chercheuse de l'Université Lucian Blaga de Sibiu, experte en sécurité énergétique dans la région de la Mer Noire. Elle a occupé des postes dans le domaine de la sécurité énergétique auprès d'entreprises implantées dans cette région.

L'attitude hégémonique de la Russie sur les rives de la Mer Noire résulte entre autres de l'absence de projet régional concret susceptible de renforcer la sécurité et la stabilité de la région. Ainsi, Moscou utilise et instrumentalise l'instabilité dans un certain nombre de pays riverains pour faire usage de diverses techniques de pression et de déstabilisation sur les infrastructures vitales des économies de ces États.

En témoignent les nombreuses cyberattaques perpétrées par différents groupes russes issus d'organisations gouvernementales ou non-gouvernementales, sur des structures économiques, politiques, énergétiques des pays de la région. Après le rattachement de la Crimée à la Russie en 2014, Moscou multiplie ainsi les actes de cyber-espionnage et les cyberattaques en Ukraine et, dans une moindre mesure, en Géorgie, principalement dans les secteurs de l'énergie, des médias, de la finance et des transports.

Pour contrer l'accroissement de la présence militaire et informationnelle russe sur ces territoires, et particulièrement en l'Ukraine, certaines organisations supranationales, telles que l'Union Européenne et l'Otan, ont décidé de renforcer leur partenariat technologique et militaire afin de garantir en permanence des structures interopérables. L'objectif recherché par les pays riverains et l'OTAN est donc double : augmenter la capacité de projection des forces et renforcer les capacités de commandement et de contrôle.





Three conflict scenarios for the black sea in 2020

Lulia-Sabina Joja, Foreign Policy Research Institute, janvier 2020.

Lulia-Sabina Joja est chercheuse à l'Institut de politique étrangère de la John Hopkins School of Advanced International Studies de Washington, DC, où elle effectue notamment des recherches sur la sécurité en mer Noire. Le Foreign Policy Research Institute est un établissement qui se consacre à la production d'analyses politiques axées sur les défis auxquels sont confrontés les États-Unis en matière de politique étrangère et de sécurité nationale

La mer Noire risque de connaître un regain de tension particulier à l'avenir, particulièrement entre les pays qui la bordent. Trois scénarios de conflits sont ainsi envisageables :

Stratégique : depuis qu'elle a annexé la Crimée en 2014, la Russie ne cesse de renforcer sa présence militaire et industrielle en mer Noire, quitte à étendre ses activités d'exploitation gazière et pétrolière sur la zone appartenant à un pays membre de l'OTAN. L'Ukraine et la Roumanie constituent à cet égard un point d'attention majeur pour l'auteur, qui envisage un scénario aboutissant au retrait des entreprises occidentales et à un monopole énergétique exercé par la Russie sur cette zone maritime.

Idéologique : la pression migratoire vers les pays européens est telle que la Turquie, par le recours aux menaces d'ouverture de ses frontières aux réfugiés, et la Russie, en raison de ses liens avec des groupes susceptibles de constituer des patrouilles maritimes, pourraient être responsables du sort de l'Europe. Les violences entre les réfugiés et ces groupes nationalistes pourraient être à l'origine d'un accord aux termes duquel l'Union européenne confierait à la Turquie le contrôle des flux migratoires.

Informationnel : à l'aide du poids du média RT et des chaînes de télévision les plus regardées en Russie, Moscou pourrait soutenir, au même titre que pour le conflit dans le Donbass, des affrontements entre les autorités locales et des minorités présentes dans la ville d'Odessa. Troisième plus grande ville d'Ukraine, elle borde la mer Noire et se situe à quelques kilomètres de la Transnistrie, qui est le théâtre d'un conflit gelé entre l'Ukraine et la Moldavie.

Enfin, l'absence de projet fédérateur des décideurs européens et américains se fait au profit de la Chine, qui prévoit de construire d'importantes infrastructures en mer Noire. Ainsi, il est stratégique pour les décideurs occidentaux de faire de la Mer Noire une région de sécurité prioritaire avant qu'ils n'en perdent totalement le contrôle.





Les câbles sous-marins, infrastructures maritimes au cœur des communications mondiales

Camille Morel, *Défense et sécurité internationale*, août 2020.

Camille Morel est docteur en droit public et en sciences politiques, ancienne réserviste au CESM, allocataire de la DGRIS et associée à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM). Ses recherches se focalisent sur le réseau mondial des câbles sous-marins de communication.

Dans les années 1980, à la suite de l'avènement de la fibre optique, les échanges d'information via les câbles sous-marins ont connu un essor très important. Ce moyen offre en effet des capacités de transmission inégalées, du point de vue de la rapidité et de la sécurité. De plus, les opérateurs, principalement européens, nord-américains et japonais, profitent d'un coût d'exploitation relativement faible. Ils concentrent les infrastructures sur trois axes principaux : transatlantique, transpacifique et entre l'Europe et l'Asie.

Ces réseaux de communication occupent aujourd'hui une place essentielle dans le jeu des puissances sur la scène internationale et peuvent être les cibles de nombreux incidents. Ceux-ci sont susceptibles d'intervenir de manière involontaires (heurt d'un objet sous-marin avec un câble ou sectionnement par des hélices par exemple) ou volontaires (coupure volontaire de câble, attaque terroriste...). Certaines puissances telles que la Russie ou la Chine pourraient également utiliser leur arsenal technologique pour mener des activités d'espionnage sur ces câbles.

Aujourd'hui, l'émergence des GAFAM et des entreprises chinoises dans ce secteur stratégique se traduit par des investissements financiers considérables en vue de l'installation de leurs propres câbles sous-marins. En témoignent la réalisation de projets ambitieux, comme le câble Dunant financé par Google entre les États-Unis et la France ou encore le projet chinois PEACE qui doit relier la France au Pakistan. Ces projets pourraient notamment remettre en cause la prédominance de la France et du Royaume-Uni comme points d'arrivée des câbles en Europe.





Taiwan's Overall Defense Concept, Explained

Lee Hsi-min et Eric Lee, *The Diplomat*, 3 novembre 2020.

L'amiral Lee Hsi-min est Senior Fellow au sein du Think-Tank américain Project 2049 Institute. Il a été chef d'état-major général des forces armées taïwanaises de 2017 à 2019, période pendant laquelle il a développé le Overall Defense Concept (ODC). Eric Lee est chercheur associé au sein de ce même institut de recherche.

Dans un contexte d'affirmation de la politique étrangère de la Chine dans le détroit de Taïwan, il est essentiel pour Taipei d'établir une stratégie de défense efficace. C'est ainsi que, face à une menace existentielle et à un soutien militaire américain incertain, Taïwan met en œuvre une nouvelle stratégie intégrée de défense (ODC), destinée à dissuader, ou à faire face à une éventuelle invasion chinoise. Elle se base sur deux stratégies : « ce renforcement des forces » et le « concept des opérations », le tout en s'appuyant sur les avantages naturels du pays, ses infrastructures civiles et ses capacités de guerre asymétrique.

La première stratégie s'axe sur trois principes : « la préservation de la force, les capacités conventionnelles et les capacités asymétriques », la seconde sur « la protection des forces, la bataille décisive dans la zone littorale et la destruction de l'ennemi sur la plage de débarquement ». Bien que la mission principale de l'ODC soit de priver l'APL de tout débarquement amphibie, ces deux grandes stratégies permettront à Taipei de se préparer à tout scénario d'urgence.

Par ailleurs, ce concept global de défense pourrait favoriser le renforcement de la coopération avec les États-Unis en matière de sécurité. En effet, pleinement institutionnalisée, cette stratégie est dans l'intérêt de Washington qui partage les mêmes intérêts que Taïwan pour contrebalancer la puissance chinoise. Celle-ci pourrait par ailleurs être renforcée par la création d'un groupe de travail bilatéral conjoint avec les Américains, spécialement dédié au renforcement de l'ODC.





Marine Corps Boss Has Big Plans To Get Into The Business Of Hunting And Killing Submarines

Joseph Trevithick, *The Drive*, 5 novembre 2020.

Joseph Trevithick est un journaliste indépendant spécialisé dans le développement de l'armée américaine, des affaires étrangères et de l'histoire militaire. Il contribue régulièrement à la rubrique « Warzone » du portail The Drive.

Depuis plusieurs années, le général David Berger, commandant du corps des *marines* des États-Unis, a entamé une refonte importante de ses forces. Il a notamment pris la décision de retirer les chars et blindés lourds de ses rangs, mais aussi repensé en profondeur la façon dont ses troupes combattent, en réduisant au maximum leur dépendance vis-à-vis des navires de guerre amphibies. Il souhaiterait par ailleurs que le futur corps des *marines* contribue aux opérations anti-sous-marines, tout en s'inscrivant dans le cadre du concept, encore relativement nouveau, d'opérations expéditionnaires de base avancée (*Expeditionary Advanced Base Operations* - EABO).

Face à l'augmentation des capacités de guerre sous-marine russes et chinoises, l'intégration d'opérations de lutte anti-sous-marine dans le concept EABO permettrait aux forces américaines de maintenir ou d'élargir leur avantage dans le domaine. Pour remplir leurs missions, les *marines* pourraient notamment faire usage d'aéronefs autonomes, mais aussi d'aéronefs pilotés, tels que le MV-22 Osprey ¹, afin de déployer des bouées acoustiques et des capteurs sous-marins.

En outre, le corps des *marines* pourrait également, à partir de bases avancées, fournir des capacités anti-aériennes et antinavires, afin de neutraliser ou atténuer les menaces qui pèsent sur les autres moyens de la lutte anti-sous-marine. Toutefois, si de nombreux aspects techniques semblent facilement réalisables, la chasse aux sous-marins est une compétence très spécifique. Il n'est donc pas évident de savoir à quel point il serait envisageable de former les *marines* à ce type de mission.

¹ Les *marines* ont utilisé un MV-22 pour déployer des capteurs océanographiques pour la première fois en octobre 2020.





Crise libanaise. Le MV RHOSUS ou le retour en force de la thalassopolitique ?

Florian Manet, *Diploweb*, 10 août 2020

Diplômé de l'école spéciale militaire de Saint Cyr et auditeur de l'Institut des Hautes Études de la Défense nationale, Florian Manet s'intéresse ici au cas de l'explosion qui a dévasté le port de Beyrouth en août 2020. Pour lui, cet événement, par son caractère catastrophique, est un cas d'école. Il est l'occasion de reconsidérer l'importance capitale des espaces océaniques pour l'équilibre socio-économique des États à l'ère de la mondialisation.

L'explosion qui a détruit le port de Beyrouth le 4 août 2020 a eu, a et aura des conséquences économiques catastrophiques pour le Liban. De par sa gravité et son ampleur, la crise provoquée par cette explosion nous invite à reconsidérer l'importance des espaces océaniques dans les équilibres socio-économiques nationaux et internationaux.

Le port maritime de Beyrouth constituait un des poumons économiques du pays. Il était la porte d'entrée des matières premières et des biens manufacturés, indispensables à la marche du pays. Sa mise hors service par la catastrophe (à court et moyen termes tout du moins) est difficilement compensée par Tripoli, le second port du pays, et impose une reconfiguration des chaînes d'approvisionnement nationales et internationales. En effet, le Liban est un axe essentiel de l'économie du Proche et du Moyen-Orient. Une asphyxie économique du pays pourrait ainsi créer des ferments d'instabilité dans une région déjà géopolitiquement troublée.

Cet exemple de suppression soudaine d'un port, principal carrefour entre les mers et les États, et les conséquences néfastes que cela entraîne pour ces derniers, est la preuve de l'importance des zones maritimes dans une économie mondialisée. À tel point que nous pourrions être amenés à nous poser la question suivante : la capacité à exploiter en toute sécurité les infrastructures portuaires de dimension internationale ne s'impose-t-elle pas, désormais, comme un critère d'évaluation d'un État ?





Les publications du CESM

Centre de réflexion stratégique, le CESM diffuse cinq publications régulières sur la stratégie navale et les principaux enjeux maritimes.

Études Marines

Cette revue est une plongée au cœur du monde maritime. Qu'elle fasse intervenir des auteurs reconnus sur des questions transversales ou qu'elle approfondisse un thème d'actualité, elle offre un éclairage nouveau sur la géopolitique des océans, la stratégie navale et plus généralement sur le fait maritime.

Cargo Marine

Disponible sur le portail internet du CESM, les études de fond réalisées par le pôle Études et les articles rédigés par ses partenaires offrent un point précis sur des problématiques navales et maritimes.

Périscopes

Publié tous les deux mois, Périscopes offre une revue de presse spécialisée dans le domaine de la stratégie navale et maritime. Diffusée en version numérique, cette publication met en perspective des analyses de fond autour de grands dossiers d'actualité.

Brèves marines

Diffusée en version numérique, cette publication offre chaque mois un point de vue à la fois concis et argumenté sur une thématique maritime d'actualité. Elle apporte un éclairage synthétique sur des thèmes historiques, géopolitiques et maritimes.

Les @mers

Cette revue de veille bihebdomadaire, uniquement diffusée par mail, compile les dernières actualités concernant le domaine naval et maritime. Elle permet à ceux qui le désirent d'être tenus informés des récents événements maritimes.

Ces publications sont disponibles en ligne à l'adresse suivante :
cesm.marine.defense.gouv.fr





La revue Études marines

- N°1 – L'action de l'État en mer et la sécurité des espaces maritimes.
La place de l'autorité judiciaire. Octobre 2011
- N°2 – Planète Mer. Les richesses des océans. Juillet 2012
- N°3 – Mer agitée. La maritimisation des tensions régionales. Janvier 2013
- N°4 – L'histoire d'une révolution. La Marine depuis 1870. Mars 2013
- N°5 – La Terre est bleue. Novembre 2013
- N°6 – Les larmes de nos souverains. La pensée stratégique navale française...
Mai 2014
- N°7 – Union européenne : le défi maritime. Décembre 2014
- N°8 – Abysses. Juin 2015
- N°9 – Outre-mer. Décembre 2015
- N°10 – Marines d'ailleurs. Juin 2016
- Hors-série – Ambition navale au XXIe siècle. Octobre 2016
- N°11 – Littoral. Décembre 2016
- N°12 – Ruptures. Juin 2017
- N°13 – Marins. Décembre 2017
- N°14 – Liberté. Juin 2018
- Hors-série – La Marine dans la Grande Guerre. Novembre 2018
- N°15 – Nourrir. Janvier 2019
- N°16 – Énergies. Juin 2019
- N°17 – Stratégie. Janvier 2020
- N°18 – Enjeux climatiques. Juin 2020

